

# Déclaration fiscale 2026

## Outils et infos à destination des journalistes

Association des Journalistes Professionnels

Nous revenons dans ce mémo sur la déclaration fiscale des principaux types de revenus issus de l'activité journalistique (salaires et honoraires, revenus de droits d'auteur, d'une activité occasionnelle) perçus en Belgique, ainsi que sur les revenus concernant plus spécifiquement les activités liées à l'AJP et au Fonds pour le Journalisme (bourses du fonds, défraiements de l'opération « Journalistes en classe »). **Nous attirons votre attention sur la partie relative aux droits d'auteur : si on vous propose une déclaration simplifiée, il se peut que certains codes utiles ne vous soient pas proposés et doivent être ajoutés à la main.** Rendez-vous, pour cela, directement au point 3.

### 1. Déclaration 2026, revenus 2025

Pour rappel, la déclaration de 2026 concerne vos revenus de **2025**. Sont concernés les revenus **effectivement perçus en 2025**, et non de ceux des activités uniquement facturées (et/ou prestées) lors de cette période. Si, donc, vous avez émis une facture pour une prestation en décembre 2025 mais n'avez été payé-e qu'en 2026, la somme correspondante ne doit pas être prise en compte dans votre déclaration.

### 2. Revenus professionnels : salaires et honoraires

#### 2.1. J'étais journaliste salarié-e en 2025

*Rappel : si vous passez par la SMart ou par une société d'intérim, vous êtes considéré-e comme salarié-e.*

Si vous perçu un salaire en 2025, les informations relatives à cette rémunération sont à compléter dans la **Partie I de la déclaration, cadre IV (« Traitements, salaires, allocations (...) »)**. Idem si vous avez bénéficié d'allocations de chômage ou de mutuelle. Les montants à déclarer sont précisés sur votre fiche individuelle, communiquée par votre (vos) employeur(s) (fiche 281.10), votre organisme de paiement (fiche 281.13) et/ou votre mutuelle (fiche 281.12).

**Cadre IV - TRAITEMENTS, SALAIRES, ALLOCATIONS DE CHÔMAGE, INDEMNITÉS  
LÉGALES DE MALADIE-INVALIDITÉ, REVENUS DE REMPLACEMENT ET ALLOCATIONS DE  
CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE**

<b>A. RÉMUNÉRATIONS ORDINAIRES</b>			
1. Traitements, salaires, etc. (autres que visés sous 14, a et 15, a) : a) suivant fiches 281.10 :	(250) .....	(250) .....	
	(250) .....	(250) .....	
	(250) .....	(250) .....	
b) qui ne figurent pas sur une fiche 281.10 :			
2. Total des rubriques 1, a et 1, b :	<b>1250-11</b> .....	<b>2250-78</b> .....	
3. Pécules de vacances anticipés (autres que visés sous 14, b et 15, b) :	<b>1251-10</b> .....	<b>2251-77</b> .....	
4. Arriérés (autres que visés sous 8, b ; 14, c et 15, c) :	<b>1252-09</b> .....	<b>2252-76</b> .....	
5. Indemnités de dédit (autres que visées sous 14, d et 15, d) et indemnités de reclassement :	<b>1308-50</b> .....	<b>2308-20</b> .....	
6. Rémunérations de décembre 2023 (autorité publique) :	<b>1247-14</b> .....	<b>2247-81</b> .....	
7. Intervention dans les frais de déplacement : a) montant total :	<b>1254-07</b> .....	<b>2254-74</b> .....	
b) exonération :	<b>1255-06</b> .....	<b>2255-73</b> .....	
8. Avantages non récurrents liés aux résultats : a) ordinaires :	<b>1242-19</b> .....	<b>2242-86</b> .....	
b) arriérés :	<b>1243-18</b> .....	<b>2243-85</b> .....	
9. Interventions de l'employeur dans l'achat d'un pc privé :			
a) montant total des interventions :	<b>1240-21</b> .....	<b>2240-88</b> .....	
b) exonération :	<b>1241-20</b> .....	<b>2241-87</b> .....	

*i. Vous avez perçu d'autres revenus journalistiques en plus de votre salaire ?*

Si, en plus de vos revenus salariés ou de vos allocations, vous étiez, en 2025, indépendant-e complémentaire et avez touché des revenus à ce titre, ceux-ci doivent être déclarés dans la **Partie II, cadre XVIII de votre déclaration**. Nous vous renvoyons pour cela au point 2.3 relatif aux indépendant-es, *infra*.

Il se peut également que, sans être indépendant-e complémentaire, vous ayez perçu des revenus dans le cadre de d'activités prestées de manière occasionnelle. Exemple : défraiement pour une participation isolée à un jury, une intervention à une conférence, la participation à « Journaliste en classe », etc. Si vous n'avez pas le statut d'indépendant-e complémentaire, ces revenus devront, dans la mesure du possible, être déclarés comme des **revenus divers**, ceux-ci ayant été perçus, de manière occasionnelle et fortuite, en dehors de l'exercice de votre activité professionnelle : **Partie II, cadre V, rubrique B** de votre déclaration. Plus d'explications *infra* (points 4, 5 et 6).

NB : Si vous êtes passé par une structure de type SMart pour facturer vos prestations accessoires, ces revenus constituent (hormis les éventuels droits d'auteur) du **salaire**. Ils doivent donc être mentionnés dans la **Partie I, cadre IV** de votre déclaration.

*ii. Vous percevez des droits d'auteur au-delà de votre salaire ?*

Certain-es journalistes salarié-es sont rémunéré-es en partie via paiement de droits d'auteur. Le cas échéant, les montants à déclarer sont repris sur les fiches que vous aura remis votre employeur : fiche 281.10 relative à votre rémunération globale, fiche 281.45 relative à vos droits d'auteur. Idem si vous avez touché des revenus de droits d'auteur via des sociétés de gestion (Scam, SAJ, Sacd, etc). Les fiches fiscales seront disponibles sur votre profil MyMinfin.

Les revenus issus de la cession de droits d'auteur sont à déclarer dans une rubrique distincte de votre déclaration : **Partie I, cadre VII, rubrique D**. Ce point est détaillé à la partie « Droits d'auteur ».

**ATTENTION (1)** : Nous l'abordons *infra*, les codes à compléter pour les revenus de droits d'auteur différent des années précédentes et sont désormais les suivants : 1123 (ou 2123), 1124 (2124) et 1119

(ou 2119). Si vous avez reçu une proposition de déclaration simplifiée, il est probable qu'on ne vous propose pas directement de les compléter et que vous deviez ajouter manuellement la rubrique correspondante (via MyMinfin).

**ATTENTION (2)** : Dans le cadre IV, relatif aux salaires et traitements, figure une rubrique M « Précompte mobilier sur les revenus de droits d'auteur (...) ». A priori, vous ne devez **PAS** déclarer vos droits d'auteur ou votre précompte à cet endroit ! Le code 1299 (2299) ne concerne en effet que le précompte lié aux revenus de droits d'auteur supérieurs à 75.360 €, perçus dans le cadre de l'activité professionnelle. Ce qui, soyons honnêtes, ne doit pas arriver à beaucoup de journalistes.

<del>M. PRÉCOMPTÉ MOBILIER SUR LES REVENUS DE DROITS D'AUTEUR, DE DROITS VOISINS ET DE LICENCES LÉGALES ET OBLIGATOIRES, QUI SONT MENTIONNÉS SOUS A, 1 OU A, 4 :</del>	1299-59 .....	2299-29 .....
--	---------------	---------------

## 2.2. Je suis journaliste pensionné-e

Si vous êtes pensionné-e, vos revenus sont repris sur la fiche 281.11 et sont à reporter dans **la partie I, cadre V (Pensions)** de votre déclaration.

### i. Vous avez perçu d'autres revenus que votre pension, issus d'une activité journalistique

Si vous avez perçu, outre votre pension, des revenus d'indépendant-e complémentaire, ou touché des revenus dans le cadre d'activités journalistiques occasionnelles, le point développé ci-dessus (i) pour les salarié-es vous concerne aussi : il vous faudra déclarer ces revenus dans la **Partie II, cadre XVIII (indépendant-es)** (voir *infra* point 2.3) et/ou dans la **Partie II, cadre V (revenus divers)** (voir *infra* points 4, 5, 6).

Si vous avez perçu des revenus de droits d'auteur, vous devrez les **déclarer dans la partie I, cadre VII, rubrique D** de votre déclaration. Ce point est détaillé au point 3 : « Droits d'auteur ».

**ATTENTION** : Nous l'abordons *infra*, les codes à compléter pour les revenus de droits d'auteur diffèrent des années précédentes et sont désormais les suivants : 1123 (ou 2123), 1124 (2124) et 1119 (ou 2119). Si vous avez reçu une proposition de déclaration simplifiée, il est probable qu'on ne vous propose pas directement de les compléter et que vous deviez ajouter manuellement la rubrique correspondante (via Tax-on-web).

## 2.3. J'étais journaliste indépendant-e (ou indépendant-e complémentaire) en 2025

Les journalistes indépendant-es et indépendant-es complémentaires doivent déclarer leurs revenus dans la **Partie II, cadre XVIII (« Profits des professions libérales, charges, offices ou autres occupations lucratives »)** de leur déclaration. Attention, on ne reçoit pas automatiquement cette partie : pensez donc à la réclamer, ou à l'ajouter sur Tax-on-web.

Dans cette partie, doivent être déclarés tous les revenus bruts perçus à titre d'honoraires. Les revenus de droits d'auteur ne sont pas concernés.

**Cadre XVIII - PROFITS DES PROFESSIONS LIBÉRALES, CHARGES, OFFICES  
OU AUTRES OCCUPATIONS LUCRATIVES**

page 19

1. Recettes (autres que celles visées aux rubriques 2 à 4) provenant de l'exercice de la profession :	1650-96 .....	2650-66 .....
2. Recettes obtenues par des sportifs dans le cadre de leurs prestations sportives :	1658-88 .....	2658-58 .....
3. Recettes obtenues par des formateurs, entraîneurs et accompagnateurs pour leur activité au profit de sportifs :	1659-87 .....	2659-57 .....
4. Arriérés d'honoraires :	1652-94 .....	2652-64 .....
5. Profits antérieurement exonérés qui deviennent imposables (à l'exclusion des plus-values) :	1651-95 .....	2651-65 .....
6. Plus-values (après déduction des frais réels de réalisation si vous optez pour la déduction de vos frais professionnels réels) :		
a) imposables distinctement (à 16,5 %) :	1653-93 .....	2653-63 .....
b) imposables globalement :	1654-92 .....	2654-62 .....
7. Profits correspondant aux frais réels de réalisation d'éléments de l'actif sur lesquels vous avez réalisé une plus-value (imposable ou non) pendant la période imposable, et qui ont été déduits antérieurement (ne pas compléter si vous souhaitez l'application du forfait légal) :	1674-72 .....	2674-42 .....
8. Indemnités et primes :		
a) imposables distinctement à 16,5 % :		
1) prestations financières dans le cadre du droit passerelle COVID-19 (qui ne sont pas imposables en tant que revenus de remplacement) :	1682-64 .....	2682-34 .....
2) autres :	1655-91 .....	2655-61 .....
b) imposables distinctement à 33 % :	1667-79 .....	2667-49 .....
c) imposables globalement :		
1) prestations financières dans le cadre du droit passerelle COVID-19 (qui ne sont pas imposables en tant que revenus de remplacement) :	1683-63 .....	2683-33 .....
2) autres :	1661-85 .....	2661-55 .....
9. Cotisations sociales :	1656-90 .....	2656-60 .....
10. Autres frais professionnels (ne pas compléter si vous souhaitez l'application du forfait légal) :		
a) frais de réalisation d'éléments de l'actif sur lesquels vous avez réalisé une plus-value (imposable ou non) pendant la période imposable :	1675-71 .....	2675-41 .....
b) rémunérations attribuées à votre conjoint aidant ou cohabitant légal aidant :	1669-77 .....	2669-47 .....
c) autres que ceux visés sous a et b :	1657-89 .....	2657-59 .....

*i. Vous avez perçu des droits d'auteur ?*

Si vous êtes journaliste indépendant-e (complémentaire), vous avez très probablement facturé des droits d'auteur, en plus de vos prestations. Ces revenus issus de la cession de droits d'auteur sont à déclarer dans **la Partie I, cadre VII, rubrique D** de votre déclaration. Ce point est détaillé au point 3 « Droits d'auteur ».

**ATTENTION** : Nous l'aborderons *infra*, les codes à compléter pour les revenus de droits d'auteur diffèrent des années précédentes et sont désormais les suivants : 1123 (2123), 1124 (2124) et 1119 (2119). Si vous avez reçu une proposition de déclaration simplifiée, il est probable qu'on ne vous propose pas directement de les compléter et que vous deviez ajouter manuellement la rubrique correspondante (via Tax-on-web).

Notez que la réforme fiscale des droits d'auteur, intervenue fin 2022, a entraîné un changement dans la ventilation des montants pouvant bénéficier du régime fiscal des droits d'auteur : seuls 30% de vos revenus facturés peuvent constituer des droits d'auteur en 2025 (contre 50% jusque 2023 et 40% en 2024), sauf si vous rentrez dans les conditions du *ruling* applicable aux groupes de presse quotidienne, qui permet de maintenir ce seuil à 50% (pour plus d'informations, cf notre article [ici](#)).

- ii. Vous êtes indépendant-e (complémentaire) et avez touché, outre vos piges, des revenus occasionnels (interventions « Journalistes en classe », participation à un jury, une conférence, etc) liés à votre activité de journaliste ?

Vous pouvez simplement ajouter les montants concernés à vos revenus (**Partie II, Cadre XVIII, code 1650/2650**), ces prestations ayant été réalisées dans le cadre de votre activité professionnelle.

#### 2.4. Frais forfaitaires ou frais réels ?

Les contribuables peuvent choisir de déduire de leurs revenus bruts un forfait de frais équivalent à (environ) 30% de leurs revenus bruts (avec un plafond indexé de 5930€ pour les revenus salariés, 5210 € pour les revenus d'indépendants pour 2025) ou, au contraire, de comptabiliser leurs **frais réellement engagés**. Si les codes 1258/2258 ou 1657/2657 ne sont pas complétés par le contribuable, le système des frais forfaitaires s'applique par défaut.

Le système des frais forfaitaires est avantageux pour les personnes ayant relativement peu de frais professionnels. Si l'on a, par contre, accumulé plus de 5930 € (salarié-es) ou 5210 € (indépendant-es) de frais, il peut être plus intéressant d'opter pour le système des frais réels. Dans ce dernier cas, la plupart des frais peuvent être déduits des revenus bruts des contribuables, pour autant que ceux-ci aient été exposés dans le but d'obtenir des revenus ou de les maintenir. Attention néanmoins de disposer d'une **preuve** de tous les frais engagés ! Notez que vous avez en effet davantage de chances de vous faire contrôler. Dans la mesure du possible, nous vous conseillons, pour plus de sécurité juridique, d'opter pour le forfait.

Si vous choisissez néanmoins de déduire vos frais réels, il faudra cocher la case 1258/2258 (**Partie I, cadre IV**) si vous avez touché des revenus de salarié-e, et 1657/2657 (**Partie II, cadre XVIII**) si vous avez touché des revenus d'indépendant-e.

- **Salarié-es (Partie I, cadre IV) :**

19. Autres frais professionnels (à ne compléter que si vous ne souhaitez pas l'application du forfait légal) :	1258-03 .....	2258-70 .....
--	---------------	---------------

- **Indépendant-es (Partie II, cadre XVIII) :**

10. Autres frais professionnels (ne pas compléter si vous souhaitez l'application du forfait légal) :		
a) frais de réalisation d'éléments de l'actif sur lesquels vous avez réalisé une plus-value (imposable ou non) pendant la période imposable :	1675-71 .....	2675-41 .....
b) rémunérations attribuées à votre conjoint aidant ou cohabitant légal aidant :	1669-77 .....	2669-47 .....
c) autres que ceux visés sous a et b :	1657-89 .....	2657-59 .....

**Pour les salarié-es :** si votre employeur prend en charge tout ou partiellement les frais de votre abonnement de bus, de métro ou de train (éventuellement via un système de tiers payant), cette indemnité est alors totalement exonérée d'impôt. L'exonération ne s'applique toutefois pas si vous justifiez vos frais réels et que ceux-ci constituent le calcul le plus avantageux. Vous devez mentionner l'indemnité reçue au code **1254/2254** de votre déclaration et l'exonération au code **1255/2255** de votre déclaration. Donc attention : si frais réels, l'exonération ne s'applique pas.

Pour les autres formes de prise en charge, l'exonération est limitée : indemnité vélo jusqu'à 0,36 €/km avec un plafond annuel de 3.610 € et indemnité pour l'usage d'un véhicule privé jusqu'à 490 €.

7. Indemnités et avantages pour les déplacements du domicile au lieu de travail :		
a) montant total :	1254-07 .....	2254-74 .....
b) exonération :	1255-06 .....	2255-73 .....

NB : Les cotisations professionnelles (AJP, sociétés de droits d'auteur, etc) peuvent être considérées comme des frais déductibles si vous avez opté pour la déduction des frais réels.

NB 2 : Les frais (réels et forfaitaires) dont il est question ici sont distincts des frais liés aux droits d'auteur.

### 3. Déclarer ses revenus de droits d'auteur

*Attention, nous parlons ici des revenus de droits d'auteur perçus dans le cadre d'une activité journalistique.*

#### 3.1. Où et comment déclarer ses revenus de droits d'auteur ?

Depuis 2008, les revenus issus de la cession de droits d'auteur sont considérés, à tout le moins jusqu'à un plafond annuel indexé de 75.360 € (2025), comme des **revenus mobiliers**. Ils sont, à ce titre, moins lourdement taxés que les revenus professionnels (15%, après déduction des frais). Au-delà de 75.360 €, les revenus de droits d'auteur devraient, selon l'administration, être ajoutés à votre salaire ou à vos honoraires, et taxés (plus lourdement) comme tels.

Les revenus de droits d'auteur qui ne dépassent pas ce plafond (c'est-à-dire ceux de l'immense majorité des journalistes) doivent être déclarés dans la **Partie I de votre déclaration, cadre VII (« Revenus des capitaux et biens mobiliers »), rubrique D (« Revenus de droits d'auteur »), point 1 (« Revenus qui entrent en considération pour le nouveau régime » : codes 1123/2123 et 1124/2124) et point 3 (« Précompte mobilier » : code 1119/2119).**

Les revenus à prendre en considération sont :

- les revenus résultant de la cession ou de la **concession de droits d'auteur et de droits voisins** ; ainsi que
- les revenus des **licences légales et obligatoires** (droits que vous avez perçus via une société de gestion telle la SAJ, la SACD, etc).

Trois montants doivent être déclarés :

- La somme de tous vos revenus **bruts** de droits d'auteur touchés en 2025 (code 1123/2123) ;
- La somme de tous les frais (forfaitaires ou réels) que vous entendez déduire de ces revenus (code 1124/2124) ;
- La somme de tous les précomptes mobiliers retenus à la source par vos débiteurs (code 1119/2119).

Ces montants vous ont été communiqués par les débiteur-ices des revenus (employeur ou média avec lequel vous avez collaboré) **via une (ou des) fiche(s) fiscale(s) 281.45**. L'octroi de ces fiches est obligatoire depuis plusieurs années. Attention néanmoins : elles ne sont parfois plus envoyées directement par mail ou poste, mais sont normalement toujours disponibles sur votre profil MyMinfin. Pensez à vérifier !

Elles reprennent, pour chaque client ou employeur, le montant de vos droits (brut) et celui du précompte retenu. Le montant de frais forfaitaire ne figure pas sur la fiche mais nous vous expliquons au point 3.2. ci-dessous comment les calculer. **N'oubliez pas de le mentionner sur votre déclaration (code 1124/2124) !**

Vous devez reporter, dans votre déclaration, la somme de tous les revenus bruts, celle de tous les frais, et celle de tous les précomptes prélevés.

ATTENTION : si vos revenus bruts de droits d'auteur dépassent 20.100€, un calcul devra intervenir pour obtenir votre montant de frais (code 1124/2124). Nous en parlons au point 3.2.i.

#### Cadre VII - REVENUS DES CAPITAUX ET BIENS MOBILIERS

A. REVENUS DE CAPITAUX AVANT DÉDUCTION DES FRAIS D'ENCAISSEMENT ET DE GARDE			
1. Revenus dont la déclaration est facultative et précompte mobilier imputable afférant aux revenus exonérés			
a) Revenus dont la déclaration est facultative (qui ne sont pas exonérés de l'impôt des personnes physiques) :			
1) avec précompte mobilier de 30 % :	1160-04 .....	2160-71 .....	
2) avec précompte mobilier de 20 % :	1161-03 .....	2161-70 .....	
3) avec précompte mobilier de 15 % :	1162-02 .....	2162-69 .....	
4) avec précompte mobilier de 5 % :	1436-19 .....	2436-86 .....	
b) Précompte mobilier imputable retenu sur les dividendes qui (pour maximum 833 euros (1)) sont exonérés de l'impôt des personnes physiques :		1437-18 .....	2437-85 .....
2. Revenus dont la déclaration est obligatoire			
a) Revenus de dépôts d'épargne réglementés, auprès d'établissements de crédit dans l'Espace économique européen, sur lesquels le précompte mobilier n'a pas été retenu (revenus après déduction de la tranche exonérée de 1.020 euros (2) par contribuable) :		1151-13 .....	2151-80 .....
b) Autres revenus sans précompte mobilier :			
1) Imposables à 30 % :	1444-11 .....	2444-78 .....	
2) Imposables à 20 % :	1159-05 .....	2159-72 .....	
3) Imposables à 15 % :	1445-10 .....	2445-77 .....	
4) Imposables à 5 % :	1448-07 .....	2448-74 .....	
B. REVENUS NETS DE LA LOCATION, DE L'AFFERMAGE, DE L'USAGE OU DE LA CONCESSION DE BIENS MOBILIERS :		1156-08 .....	2156-75 .....
C. REVENUS COMPRIS DANS DES RENTES VIAGÈRES OU TEMPORAIRES :		1158-06 .....	2158-73 .....
D. REVENUS DE DROITS D'AUTEUR, DE DROITS VOISINS ET DE LICENCES LÉGALES ET OBLIGATOIRES :			
1. Revenus (bruts) :	1123-41 .....	2123-11 .....	
2. Frais (réels ou forfaitaires) :	1124-40 .....	2124-10 .....	
3. Précompte mobilier :	1119-45 .....	2119-15 .....	
E. FRAIS D'ENCAISSEMENT ET DE GARDE RELATIFS AUX REVENUS DÉCLARÉS :		1170-91 .....	2170-61 .....
F. REVENUS AUXQUELS UN RÉGIME SPÉCIAL D'IMPOSITION EST APPLICABLE			
Si vous avez mentionné ci-avant des revenus auxquels un régime spécial d'imposition est applicable, indiquez le pays, le code en regard duquel ils ont été mentionnés, le montant et la nature de ces revenus :			
Pays : .....	Code : .....	Montant : .....	Nature : .....
.....	.....	.....	.....

#### i. Incidence des réformes fiscales des droits d'auteur

Reforme 2022 :

Fin 2022, la fiscalité des droits d'auteur a fait l'objet d'une réforme modifiant notamment, après une période transitoire, la ventilation autorisée entre revenus considérés comme issus des prestations et

revenus de droits d'auteur. Pour 2026 (revenus 2025), seuls 30% de vos revenus facturés peuvent bénéficier du régime fiscal des droits d'auteur (contre 50% jusque 2023 et 40% en 2024), sauf si vous rentrez dans les conditions du *ruling* qui permet de maintenir ce seuil à 50% (pour plus d'informations, cf notre article [ici](#)).

Réforme 2026 :

La réforme fiscale annoncée en 2025 et qui devrait être votée aux alentours de juin 2026, concernant la déductibilité du forfait de frais, **ne s'applique pas** aux revenus de l'année 2025.

**!!!!!! ATTENTION !!!!!** Pour ceux et celles qui ont reçu une proposition de déclaration simplifiée : après analyse, il semblerait que **les codes relatifs aux droits d'auteur ne soient pas, ou pas tous, proposés par défaut**. Pour la plupart d'entre vous, seul le code 1119 sera inscrit, ce qui n'est pas suffisant.

Revenus des capitaux et biens mobiliers				
Revenus de droits d'auteur, de droits voisins et de licences légales et obligatoires : précompte mobilier	1119.	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Pensez donc à **ajouter manuellement les bonnes cases**.

Comment faire ?

En bas de la déclaration, cliquez sur l'onglet « Je souhaite ajouter d'autres données ». Sélectionnez ensuite le cadre VII « Revenus des capitaux et biens mobiliers » et complétez, en rubrique D, les codes **1123/2123, 1124/2124 et 1119/2119**.

The screenshot shows the tax declaration interface. At the top, there are two green buttons: 'JE SOUHAITE AJOUTER D'AUTRES DONNÉES' (with a pencil icon and a red checkmark below it) and 'MES DONNÉES SONT CORRECTES ET COMPLÈTES' (with a green checkmark). A large blue arrow points down from the first button to a navigation bar. The navigation bar includes links for 'Accueil', 'Sauvegarder', 'Calculer votre impôt', 'Confirmer pour envoi', 'Visualiser la déclaration', and 'Aide'. Below this is a menu with tabs: 'PARTIE 1', 'AJOUTER LA PARTIE 2', 'DOCUMENTS ET NOTES', 'ENCODAGE RAPIDE', and 'LISTE DES ERREURS'. Underneath, there are buttons for 'CADRE I' through 'CADRE XIII'. 'CADRE VII' is highlighted with a blue box. Below the menu, the text 'CADRE VII - REVENUS DES CAPITAUX ET BIENS MOBILIERS' is displayed. A second large blue arrow points down from this text to the AJP logo.

**D. REVENUS DE DROITS D'AUTEUR, DE DROITS VOISINS ET DE LICENCES LÉGALES ET OBLIGATOIRES :**

① 1. Revenus (bruts) :

1123

② 2. Frais (réels ou forfaitaires) :

1124

③ 3. Prélèvement mobilier :

1119

### 3.2. Frais forfaitaires et prélèvement : comment les calculer ?

Le prélèvement de 15% s'applique sur le montant de vos droits d'auteur, dont est déduit un montant de frais.

La loi a en effet prévu un **abattement forfaitaire** pour les frais (mais vous pouvez également choisir de déduire les frais réels que vous avez exposés pour acquérir lesdits droits, ce que nous ne vous conseillons pas). L'abattement forfaitaire est dégressif :

- 50% jusqu'à 20.100 € de revenus annuels (montant 2025). En dessous de cette limite, le prélèvement de 15% sera donc calculé sur la moitié des revenus de droits d'auteur.
- 25% pour la tranche entre 20.100 € et 40.190 €. Cela veut dire que le prélèvement de 15% est calculé, dans cette tranche, sur 75% des revenus de droits.
- Au-delà de ce plafond (de 40.190 €), l'administration refuse tout abattement forfaitaire. Le prélèvement de 15% s'applique à l'ensemble des revenus de droits.

Réforme 2026 :

En 2026, sauf rebondissements, une nouvelle réforme fiscale sera adoptée par le Gouvernement Arizona, visant à supprimer la déductibilité du forfait de frais pour un ensemble de bénéficiaires de droits d'auteur, dont les journalistes. Celle-ci **ne s'applique pas** à vos revenus 2025. Le forfait de frais peut donc bien être déduit.

**ATTENTION** : le montant des frais n'est pas repris sur les fiches fiscales, c'est à vous de le calculer et de l'indiquer dans votre déclaration (code 1124/2124).

Si vous avez gagné jusqu'à 20.100 € de droits d'auteur, vous pouvez renseigner comme frais 50% de votre montant brut de droits.

*i. Comment calculer les frais quand on a collaboré avec plusieurs médias ?*

Quand plusieurs éditeurs vous ont versé des droits en tant que journaliste, quels abattements faut-il appliquer et quel montant de frais faut-il déclarer ?

Comme les différentes entités débitrices de revenus ne sont pas censées se connaître, chacune a appliqué les abattements comme si elle était la seule à vous payer des droits d'auteur. Or, dans la déclaration fiscale, il faut mentionner la somme des revenus bruts, la somme des frais et la somme des prélèvements retenus pour toutes vos activités. Si la somme de vos revenus bruts de droits d'auteur

dépasse 20.100 €, **il y a donc lieu de faire un calcul** car ces totaux soumettent peut-être une partie des revenus à un taux d'abattement forfaitaire différent.

#### Exemple :

En 2025, vous avez travaillé pour deux médias et perçu de leur part des droits d'auteur. Vous avez donc reçu deux fiches 281.45. La première fiche mentionne 10.000 € bruts, 750 € de précompte (calculé sur une base de 50% de frais, soit 5000€). La deuxième fiche indique 12.000 € bruts et 900 € de précompte (calculé sur une base de 50% de frais, soit 6000€). Au total, vous avez gagné 22.000 € (10.000+12.000) et dépassez donc le seuil des 20.100 € de la première tranche, alors que les frais, et donc le montant du précompte, ont été calculés par chacun des éditeurs sans tenir compte de ce franchissement de seuil.

Vous devrez donc mentionner dans votre déclaration :

- Pour les **revenus bruts** : 22.000 (10.000€ + 12.000€)
  - Pour les **frais forfaitaires** : 10.525 = (20.100€ x50%) [première tranche, 10.050€] + ((22.000€ - 20.100€) x25%) [deuxième tranche, 475€].
  - Pour les **précomptes** : 1.650 (750 + 900).
- Pour le précompte, pas de calcul à faire, il faut ici déclarer la somme des précomptes retenus à la source, repris sur vos fiches 281.45.
- Dans les faits, ce montant versé est cependant moins élevé que ce qui est réellement dû, vu que votre abattement de frais a changé. Le reste sera donc prélevé lors du calcul de l'impôt dans la déclaration d'impôt.

**ATTENTION** à bien mentionner vos revenus de droits d'auteur issus des sociétés de gestion collective (SAJ, Scam, Sacd, Sofam etc) : toutes les fiches fiscales sont disponibles sur Myminfin.

## 4. Déclarer ses revenus accessoires et occasionnels

Vous avez été rémunéré·e dans le cadre d'une participation occasionnelle à un jury, une intervention lors d'une conférence, une publication isolée, une intervention « Journaliste en classe » ?

Les revenus issus des activités accessoires doivent, selon leur nature et leur régularité, être déclarés :

- soit comme des **revenus professionnels** (Partie II, Cadre XVIII, code 1650/2650)
- soit comme des **revenus divers**, pour les activités occasionnelles et fortuites (Partie II, Cadre XV, Rubrique B, code 1200/2200).

La distinction entre revenus professionnels et revenus divers relève de la jurisprudence. Les cours et tribunaux considèrent que, lorsque l'activité accessoire est *étroitement liée* à l'activité principale du·de la contribuable ou se situe dans le *prolongement* de son activité professionnelle, les revenus résultant de cette activité doivent être considérés comme des revenus professionnels (ex : collaboration régulière à des cours, publications, etc).

Le critère le plus pertinent pour départager ces deux activités semble toutefois être le **caractère répétitif ou régulier des opérations** : si les revenus, limités, ont été générés par une activité ayant eu

lieu maximum quelques fois sur l'année, on considère en général que ceux-ci peuvent être déclarés comme des revenus divers.

ATTENTION ! Pour les personnes n'ayant pas de statut d'indépendant-e (ou d'indépendant-e complémentaire) : si vous déclarez vos revenus occasionnels comme des revenus professionnels, vous serez considéré-e, pour ces revenus, comme un-e indépendant-e, **avec les régularisations sociales (paiement de cotisations) que cela implique** ! Si vous êtes salarié-e, demandeur-euse d'emploi ou pensionné-e, veuillez donc, dans la mesure du possible, à déclarer vos revenus occasionnels comme des **revenus divers**.

Pour les personnes indépendantes ayant choisi l'option des frais forfaitaires : il est en général plus intéressant de déclarer vos revenus occasionnels comme des revenus professionnels (à condition bien sûr que ceux-ci aient un lien avec votre activité).

page 16

### Cadre XV - REVENUS DIVERS - SUITE

B. AUTRES REVENUS DIVERS		
1. Bénéfices ou profits de services rendus dans le cadre de l'économie collaborative et rétributions pour activités d'association :		
a) bénéfices ou profits de services rendus dans le cadre de l'économie collaborative :		
1) montant brut :	1460-92 .....	2460-62 .....
2) précompte professionnel :	1461-91 .....	2461-61 .....
b) rétributions pour activités d'association (montant brut) :	1462-90 .....	2462-60 .....
c) si des bénéfices ou profits d'origine étrangère sont compris sous a, mentionnez :		
Pays : .....	Code : .....	Montant : .....
Imposés à l'étranger ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
2. Bénéfices ou profits de prestations, opérations, spéculations ou services fortuits ou occasionnels (autres que visés sous 1 ci-avant) :		
a) plus-values sur valeurs et titres mobiliers (autres que visées sous 8 et 9 ci-après) :		
1) montant brut :	1440-15 .....	2440-82 .....
2) frais :	1441-14 .....	2441-81 .....
b) autres :		
1) montant brut :	1200-61 .....	2200-31 .....
2) frais :	1201-60 .....	2201-30 .....
c) pertes des 5 années antérieures, non encore déduites, relatives à des prestations, opérations, spéculations ou services visés sous 2 :		
	1202-59 .....	2202-29 .....
d) si des bénéfices ou profits d'origine étrangère et les frais y afférents sont compris sous a et b, mentionnez :		
Pays : .....	Code : .....	Montant : .....
Imposés à l'étranger ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

## 5. Déclarer les défraiements de « Journalistes en classe »

Vous avez reçu un défraiement dans le cadre de vos interventions à l'opération Journalistes en classe ? Les montants à déclarer figurent sur la fiche fiscale que vous a envoyée l'AJP. La manière de les déclarer diffère selon votre statut :

- Pour les journalistes indépendant-es et/ou indépendant-es complémentaires : vous pouvez ajouter ces montants à vos revenus professionnels : **Partie II, Cadre XVIII, code 1650/2650** ;
- Pour les journalistes salarié-es (dont les personnes passant par Smart ou autre organisme de tiers facturant) : vous pouvez les déclarer comme « revenus divers », ces revenus résultant de

prestations rendues « en dehors de l'exercice de votre activité professionnelle » (CIR, art. 90, 1°) : **Partie II, Cadre XV, Rubrique B, code 1200/2200.**

## 6. Déclarer les bourses reçues dans le cadre du Fonds pour le Journalisme

Les bourses du Fonds pour le journalisme sont assimilées à des prix et subsides. Elles doivent être déclarées comme des revenus divers, dans la **Partie II, Cadre XV, Rubrique B, codes 1203/2203 et 1204/2204** de votre déclaration. Les montants à déclarer sont précisés sur la fiche 281.30, qui vous a été remise par l'AJP.

Les bourses du fonds sont exonérées d'impôts jusqu'à un montant de 5020 € annuel (montant 2025).

La part excédant ce montant est soumise à l'impôt au taux distinct de 16,5%.

Si votre bourse ne dépasse pas le montant de 5020 €, vous ne devez rien déclarer. Si elle dépasse ce montant, vous devez déclarer au code 1203/2203 la somme excédant 5020 €, et au code 1204/2204 le précompte professionnel (16,5%) calculé sur cet excédant.

La retenue du précompte professionnel est obligatoire mais constitue uniquement une avance sur l'impôt dû au taux distinct de 16,5%. L'éventuel excédent de ce précompte est ensuite imputé dans le calcul global de l'impôt sur les autres revenus, ce qui peut conduire à un remboursement ou à un supplément, en fonction de la situation fiscale globale du contribuable.

Exemple :

Vous avez reçu en 2025 une bourse de 7000 €. Les montants à déclarer sont les suivants :

- Montant imposable (code 1203/2203) : 1980 (7000€ - 5020€)
- Précompte professionnel (code 1204/2204) : 326,7 (1980 x 16,5%)

3. Prix, subsides, rentes ou pensions attribués à des savants, des écrivains ou des artistes :

a) montant imposable :

b) précompte professionnel :

1203-58 .....

1204-57 .....

2203-28 .....

2204-27 .....

### INFOS UTILES

Différentes fiches explicatives et très détaillées sont disponibles sur le site du SPF Finances, via [ce lien](#) (Documents > Explications détaillées)